

## Développements macroéconomiques récents

Après une contraction de 1 % en 2020, l'économie a rebondi en 2021 avec une croissance du PIB de 2,2 %, tirée par l'agriculture et par les investissements dans les infrastructures publiques. La poussée inflationniste de 2020 due aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales s'est poursuivie en 2021 avec un taux d'inflation de 8,3% contre 7,5% en 2020. Le déficit budgétaire s'est réduit à 4,5 % du PIB, contre 7,8 % en 2020, en raison d'une augmentation des recettes publiques supérieure à celle des dépenses publiques. Le déficit a été financé par des dons et des prêts provenant de l'étranger, ainsi que par des emprunts nationaux. La dette publique a augmenté pour atteindre 71,9 % du PIB en 2021, contre 67 % en 2020.

La diminution des exportations (notamment les mines et le café) avec l'augmentation des importations a creusé à la fois le déficit commercial – estimé à 25,7 % du PIB en 2021 – et le déficit du compte courant – estimé à 15,4 % du PIB en 2021, contre 10,5 % en 2020. Le déficit du compte courant a accentué la pénurie de devises, entraînant une dépréciation de 3 % du franc burundais par rapport au dollar américain. Les réserves étaient estimées à 3,3 mois d'importations à fin septembre 2021 contre 0,9 mois un an plus tôt. Le secteur financier a fait preuve de résilience, les créances douteuses diminuant de 12,6 % entre septembre 2020 et septembre 2021. L'allocation de 147,6 millions de DTS (211,2 millions de dollars) en août 2021 a renforcé les réserves de change et soutenu le financement des infrastructures publiques. La pauvreté de revenu a grimpé à 87,1 % en 2021, contre 85 % en 2020.

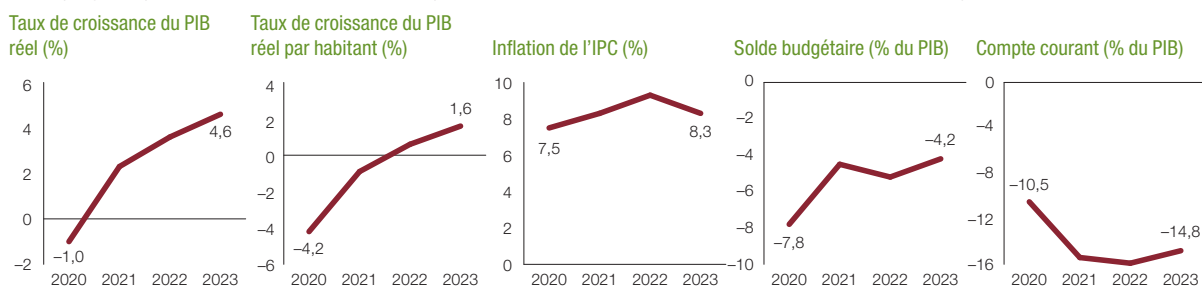
## Perspectives et risques

Les perspectives économiques du Burundi sont favorables, avec des taux de croissance du PIB projetés à 3,6 % en 2022 et 4,6 % en 2023, en raison de la poursuite de la reprise de l'agriculture et des investissements publics. Les pressions inflationnistes mondiales exacerbées par la guerre russo-ukrainienne augmenteront le taux d'inflation à 9,3 % en 2022. Il est projeté que ce taux baissera en 2023 pour se situer à

8,3 %. La hausse de la valeur des importations de produits pétroliers creusera le déficit commercial et aggravera le déficit du compte courant qui passera de 15,4% du PIB en 2021 à 15,9% en 2022 avant de baisser à 14,8% en 2023. Cette évolution devrait affecter les réserves de change qui baisseront en 2022. Il est projeté qu'elles augmentent en 2023 pour s'établir à 430,8 millions de dollars, couvrant ainsi 3 mois d'importations. La dette publique devrait baisser à 70,2 % du PIB en 2022 et 66,5 % en 2023, contre 71,9 % en 2021, grâce à la consolidation budgétaire. Toutefois, ces perspectives pourraient être compromises par de faibles précipitations qui diminueraient les rendements agricoles, par l'instabilité socio-politique et par les nouvelles variantes de la COVID-19. Le renforcement de la sécurité et le déploiement de la vaccination COVID-19 devraient atténuer ces risques.

## Changement climatique et options de politiques publiques

Le Burundi est 57<sup>e</sup> sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021, mais se classe 10<sup>e</sup> spécifiquement sur le nombre de décès liés au climat pour 100 000 habitants. Les inondations du lac Tanganyika d'avril à juillet 2021 ont déplacé plus de 40 000 personnes et détruit des cultures et des habitations. Le pays perd environ 4 % de son PIB chaque année en raison de la dégradation des sols. Il a ratifié la CCNUCC en 1997 et a approuvé l'Accord de Paris en 2017. La mise en œuvre de sa CDN de 2015 a permis de reboiser 20 000 ha en cinq ans et a favorisé le lancement de la construction de quatre centrales hydroélectriques. La CDN, révisée en 2020, aide le Burundi à renforcer ses engagements en matière d'atténuation et d'adaptation avec des actions axées sur la conservation des puits de carbone, l'adoption de semences et de cultures résistantes au climat et le développement d'infrastructures de transport non motorisées. Estimée à 3,2 milliards de dollars, la mise en œuvre de la CDN sera financée par des ressources nationales (430 millions de dollars) et étrangères (2,77 milliards de dollars, réparties en 1,32 milliard de dollars pour l'atténuation et 1,45 milliard de dollars pour l'adaptation), en vue d'atteindre l'ODD-13 sur l'action climatique.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.